

**TOUT POUR FAIRE LA FÊTE!**

LOCATION  
20 TABLES, 20 CHAISES, 20 BOUTIQUES PARTY

VENTE  
20 TABLES, 20 CHAISES, 20 BOUTIQUES PARTY

4825, 3e Av. O., Charlesbourg  
627-1330

# LE SOLEIL

**85\$** LA CHAMBRE  
HÔTEL DES GOUVERNEURS  
Place Dupuis, Montréal  
RÉSERVEZ MAINTENANT!  
1-800-463-2820  
(514) 842-4881

LUNDI 16 MAI 1994

QUÉBEC, 98<sup>e</sup> ANNÉE, NO 137  
46 PAGES, 3 CAHIERS + 1 TABLOÏD

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3.50 TPS 0.24 TVQ 0.30 4.04

MONTRÉAL - OTTAWA 60¢ Plus TPS TVQ

50¢ Plus TPS TVQ

LE CANADA



**Chrétien en chute libre au Québec**

La cote de popularité du premier ministre Chrétien, dont l'ombre se dessine ici devant une pancarte de son parti, est en chute libre au Québec. **A-4**

LE MONDE



**Le Rwanda dominé par les bandits**

Un rebelle rwandais nourrit un enfant trouvé sur les lieux d'un massacre. La route menant à Kigali est aux mains de bandes incontrôlées de miliciens. **A-9**

LE SPORT

**Une Beauportoise championne à Toronto**

Carole Rouillard, 34 ans, de Beauport, a remporté pour une troisième année consécutive le marathon de Toronto, assorti d'une bourse de 24 000 \$. **S-9**

LES ARTS

**Le passé d'un orphelin à l'asile**

Président de l'Union des écrivains et écrivains du Québec, Bruno Roy est aussi un « enfant de Duplessis ». Il le raconte dans « Mémoire d'asile ». **B-6**

L'INDEX

Annonces classées	C-5 à C-10
Arts	B-6 à B-8
Automobile	C-1 à C-3
Bridge	C-10
Décès	C-11
Éditorial	A-8
Horoscope	C-11
Le Monde	A-7 et A-9
Michel Vastel	A-8
Où aller à Québec	B-7
Québec et l'Est	B-1 et B-2
Une place au soleil	B-4

TABLOÏD SPORT	S-1 à S-14
Bandes dessinées	S-15
Ce soir à la télé	S-16
Mots croisés / Mot mystère	S-14

LA MÉTÉO

Nuageux, pluvieux, venteux et plus frais, maximum 13, minimum 6. **S-16**

**Les Jeux de 2002 et les fonds publics**

## 33 000 signatures pour un référendum

**SAINTE-FOY** — Les citoyens des quatre grandes villes de la CUQ ont signé les registres de Sainte-Foy relatifs à la volonté de Québec d'obtenir les Jeux olympiques d'hiver de 2002 en assez grand nombre pour exiger un référendum, dit la mairesse Andrée P. Boucher. Après 100 heures, 30 572 personnes avaient signé, soit 305 à l'heure ou plus de cinq à la minute. Au total, 32 981 personnes ont signé les registres dans six municipalités.

par **BENOÎT ROUTHIER**  
LE SOLEIL

La mairesse Boucher a expliqué qu'à Sainte-Foy c'est plus de 10 % des gens aptes à voter qui se sont prononcés contre la participation des fonds publics aux JO. Il y a eu 7730 signatures de Fidéens et il en fallait 1560.

C'est la même chose pour d'autres municipalités de la Communauté urbaine, précise celle qui a été accueillie en grande défenderesse des sans-voix par les membres de son conseil qui lui ont offert un bouquet de fleurs, tandis que les bénévoles qui ont tenu les registres durant 12 jours lui ont présenté un gâteau au chocolat avec coulis de fraises.

La tenue de registres à Loretteville et Saint-Émile a aussi indiqué que la population locale s'oppose en assez grand nombre aux JO pour exiger un référendum. Il faut 500 noms dans chacune des deux municipalités, et 660 résidents de Loretteville se sont prononcés contre les JO et 601 à Saint-Émile. À Vanier, il ne manquait que quelques signatures pour atteindre la norme requise. À Lac Saint-Charles, 338 personnes avaient signé, à 15h45 hier.

La mairesse de Sainte-Foy fera aujourd'hui le décompte des registres, ville par ville de la CUQ et des municipalités limitrophes sur la Rive-Sud.

M. et Mme Bernard et Ida Casault, de Cap-Rouge, ont été les derniers à signer le registre à 17h00. Mais toute la journée, comme durant les 12 jours de la tenue du registre, ce fut un va-et-vient constant à l'hôtel de ville. On venait de la région de Montréal, de Matane, de la Beauce.

Mme Boucher enverra ses listes au Comité international olympique avec une lettre explicative du contexte politique dans lequel s'est tenu le registre.

**Il faut un référendum**  
Désormais Mme Boucher ne se taira pas. Elle se fera la porte-parole des 30 000 personnes inquiètes face au projet des JO. Elle tentera de convaincre ses collègues de la CUQ de la nécessité de tenir un référendum.

Comme il est à prévoir, selon plusieurs maires, que la commission de la CUQ qui a tenu des assemblées d'information et de consultation recommandera elle aussi un référendum, la pression sera très forte sur les organisateurs des JO et la ville de Québec. Le maire Jean-Paul L'Allier, même s'il dit encore qu'il cherchera le pouls de la population par sondage, n'écarte pas un éventuel référendum.

Un référendum qui pourrait ne rien coûter aux citoyens, dit Mme Boucher, si le gouvernement pro-

vincial acceptait de le tenir en même temps que les élections provinciales à l'automne.

Si M. L'Allier défend encore son sondage auprès de 1500 personnes plutôt qu'écouter 30 000 citoyens qui veulent un référen-

dum, Mme Boucher lui dit de laisser son poste à un autre parce qu'il est complètement déconnecté de la population et du programme de son parti, le Rassemblement populaire, qui veut donner à la ville de Québec le

droit au référendum.

Les gens ont dit leur ras-le-bol des taxes et des politiciens en qui ils n'ont plus confiance, croit Mme Boucher qui ajoute que, si on ne les écoute pas, on pourrait connaître de sombres jours plus tard.



La mairesse Andrée P. Boucher était fière d'afficher le résultat de la signature des registres, applaudie par les bénévoles.

## Certains marchands prêts à défier le ministre Bourbeau Aux puces, la taxe, on connaît pas !

**SAINTE-FOY** — Le gouvernement s'apprête à frapper un coup d'épée dans l'eau en forçant les vendeurs de marchés aux puces à charger la taxe de vente, selon plusieurs sources jointes par LE SOLEIL.

par **MARCO FORTIER**  
LE SOLEIL

Trois jours après l'annonce de la mesure par le ministre André Bourbeau, la plupart des marchands aux puces affichaient encore « sans taxes » hier.

Le ministre des Finances a indiqué jeudi, lors du dépôt du budget, souhaiter récolter annuellement 143 millions \$ qui échappent au fisc dans des secteurs qui « oublient » la TVQ, comme les marchés aux puces et les ventes de voitures usagées.

« Ça ne changera rien », dit Noël Trudeau, un commerçant du marché aux puces Jean-Talon à Charlesbourg.

Le marchand affirme charger la TVQ en bonne et due forme. De fait, la plupart des commerçants « réguliers » dans les marchés aux puces disent être en loi. La taxe est incluse dans le prix. Ils vendent souvent du stock neuf.

Les petits vendeurs, ceux qui louent une table de temps en temps, avouent par contre ne jamais charger la taxe de vente. Et ils soutiennent que l'annonce du ministre Bourbeau ne les fera pas changer.

« Le jour où ils font ça (obliger à taxer les clients) nous on dé-



Taxe ou pas taxe, le marché aux puces de Sainte-Foy était bondé, hier.

campe », dit un couple de retraités qui refusent de s'identifier. L'homme et son épouse vendent des antiquités au marché aux puces de Sainte-Foy.

Chez eux, pas de taxe. « Les gens viennent ici pour payer pas cher. La taxe, on serait obligés de la payer de notre poche. On paye déjà 52 \$ pour notre table. La taxe, non merci... »

« Le gouvernement ne pourra jamais contrôler la vente de vieux stock », croit pour sa part André Bérubé, qui vend des tee-shirts neufs. « Le neuf, c'est plus facile à contrôler. T'as des factures. »

La plupart des marchands interrogés ont affirmé ignorer que

le gouvernement les obligeait désormais à « collecter » la TVQ, portée depuis jeudi à 6,5 %. Elle était auparavant à 8 %.

Avec la nouvelle directive du ministre, beaucoup remettent en question leur commerce à temps partiel. Tous s'attendent à vendre moins avec la taxe dans le portrait. « Ma femme travaille dans un grand magasin. Ils donnent des rabais jusqu'à 30 % et ça n'attire personne. Mais quand ils affichent « pas de TPS », un petit rabais de 7 %, ça fait courir les foules », dit Henri Bussièrre.

Robert Potvin et son épouse Suzanne, eux, chargent la taxe depuis qu'un inspecteur du minis-

tère du Revenu leur a rendu visite en 1991. Ils vendent des poussettes, des poupées et du linge de Barbie que Mme Potvin fabrique elle-même. Ils plaignent que le gouvernement défavorise ceux qui sont en loi en laissant les autres ignorer la TVQ.

« Qu'ils envoient des inspecteurs ! Ils vont voir que le monde vont les charger les taxes ! » dit Mme Potvin.

« Regarde cette affaire-là, c'est usagé. Combien de fois ça a changé de mains sans que le gouvernement fasse une cenne ? » dit Robert Potvin en montrant un siège de bébé.

REGISTRES SUR 2002



**INSCRIPTIONS DÈS MAINTENANT**

POUR LES SESSIONS DÉBUTANT LES 24 MAI ET 29 AOÛT 1994

- Diplôme d'études collégiales (DEC) en Techniques de bureau 412.02 — début 29 août 1994
- Certificat d'études collégiales (CEC) en Techniques bureautiques 412.62 — début 24 mai 1994
- Attestation d'études collégiales (AEC) en Techniques bureautiques 412.62 — début 29 août 1994

**LE COLLÈGE BART**  
Orienté vers l'avenir depuis plus de 75 ans

**INFORMEZ-VOUS** sur nos stages rémunérés en alternance travail-études

Demandez notre documentation détaillée!

**522-3906**

- Admissible aux prêts et bourses et au programme SPRINT
- Service d'aide au placement
- Soutien aux bénéficiaires d'assurance-chômage
- Enrichissement en français et en anglais disponible

751, côte d'Abraham, Québec (Québec) G1R 1A2

## FAITS DIVERS

Vestiges d'un ancien cimetière à Saint-Apollinaire

# Deux adolescents mettent la main sur des... morceaux de squelette



Frédéric Tardif, à gauche, tient les restes d'un fémur et Matthieu Bergeron, un morceau de hanche découverts sur le site de construction de l'hôtel de ville de Saint-Apollinaire.

SAINT-APOLLINAIRE — Deux adolescents ont découvert vers 15 h hier des ossements humains abandonnés sur le site de construction de l'hôtel de ville et de la bibliothèque de Saint-Apollinaire. Il s'agirait des vestiges d'un ancien cimetière installé sous le site, qui jouxte l'église paroissiale.

par ISABELLE JINCHEREAU  
LE SOLEIL

Les restes de squelette retrouvés par Frédéric Tardif, 15 ans et son copain Matthieu Bergeron, âgé de 12 ans, se composent d'un bassin, en deux morceaux, d'un fémur, d'un tibia et d'un péroné, que Frédéric, grâce à ses connaissances en biologie, a assemblés sans problème. Après avoir longuement scruté les vieux os brunis, dont la texture ressemble à de la corne, les deux gaillards les ont déposés dans un sac, qu'il ont remis à deux patrouilleurs de la Sûreté du Québec. La police veut s'assurer qu'il s'agit bien de restes humains provenant dudit cimetière.

« Si on creuse, on pourrait en trouver d'autres. Ceux-là étaient très visibles dans un coin de mur », a raconté hier Frédéric. Cette découverte passionnante ne l'inspire toutefois pas à se lancer

dans une carrière en sciences. « Je veux devenir garagiste », lance-t-il sur un ton décidé.

Ce sont les ouvriers de l'entrepreneur en construction G.S. Piché qui ont découvert les ossements la semaine dernière et qui les ont déposés contre un mur extérieur. Il y a quelques semaines, un crâne avait été déniché sous la bâtisse. Habituellement, ces découvertes sont confiées au curé, qui va les remettre en terre. « C'est normal, il s'agit d'un ancien cimetière. Nous sommes conscients que cela fait partie du patrimoine de Saint-Apollinaire et nous prévenons toujours les autorités », a expliqué hier Gilbert Piché. Les travaux de rénovation de l'édifice de la municipalité ont débuté en décembre et se terminent en juin. Il a été impossible hier de rejoindre le curé de Saint-Apollinaire.

## Reprise du procès pour agressions sexuelles sur la Haute-Côte-Nord

BAIE-COMEAU — C'est ce matin que doit reprendre, une nouvelle fois, le procès de cinq hommes et deux femmes, accusés de 42 chefs d'agressions sexuelles sur des enfants de Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton. Les crimes reprochés remontent aux années 1984 à 1987 alors que les présumées victimes étaient âgées entre 4 et 11 ans.

par ANNIE ST-PIERRE  
collaboration spéciale

Après avoir essayé un refus devant des tribunaux supérieurs pour forcer le chroniqueur Pierre Foglia à dévoiler ses sources d'information dans ce dossier, les procureurs de la défense doivent reprendre le procès devant le juge Roch Lefrançois. Les avocats Jean-Claude Dufour, Christian Maltais et Marwan Bachir, qui représentent les sept inculpés, ouvriront alors la preuve de la défense.

On peut d'ores et déjà prévoir qu'ils tenteront de démontrer que les policiers de la Sûreté du Québec ont abusé de leurs pouvoirs pour soutirer des déclarations des six présumées victimes, alors toutes mineures. C'est à partir de ces allégations que la poursuite a alors été introduite. Me Jean-Claude Dufour a fait savoir, hier, au SOLEIL, qu'il a une vingtaine

de témoins à faire entendre au cours de la semaine.

Les procureurs ne sont pas en mesure d'affirmer s'ils feront témoigner les accusés à leur procès. Les sept individus sont tous des résidents des villages voisins de Saint-Paul-du-Nord et Sault-au-Mouton, en Haute-Côte-Nord.

Jusqu'à présent, la preuve a permis d'apprendre qu'accusés et victimes ont presque tous des liens familiaux entre eux et que les agressions reprochées auraient été commises pendant des soirées tenues chez un des sept inculpés.

Quatre présumées victimes ont témoigné jusqu'à présent pour le ministère public. Leur témoignage a permis d'apprendre que les accusés se réunissaient, prenaient de la bière et agressaient sexuellement les enfants, dans certaines pièces de la résidence.

## Quatre morts par accident pendant la fin de semaine

MONTREAL (PC) — Au moins quatre personnes ont perdu la vie de façon accidentelle au Québec, au cours de la fin de semaine.

Hier, un homme de 75 ans, François Ross, s'est noyé dans la rivière Matapédia, à Amqui. La victime a été retrouvée toute habillée, flottant dans l'eau en face de son chalet, vers 18 h 30. Le septuagénaire aurait été victime d'un malaise.

Samedi vers 21 h, un accident de la route a fait deux morts sur la route 132, à Saint-Stanislas-de-Kostka, non loin de Valleyfield. Le véhicule dans lequel prenaient place Marie Théoret, 27 ans, et Yves Paré, 33 ans, tous deux de Saint-Stanislas, a quitté la chaussée pour ensuite faire une violente embardée, causant la mort des deux occupants. Selon la Sûreté du Québec, le conducteur aurait perdu la maîtrise de son véhicule.

Un chaudron d'huile à frire oublié sur une cuisinière est à l'origine d'un incendie qui a coûté la vie à David Bouchard, 27 ans, dans son logement du quartier Saint-Pascal, à Québec, vers 2 h au cours de la nuit de samedi.

La  
**GUÊPIÈRE**



de nos collection européennes

**B**RODERIE FLORALE MATELASSÉE  
broderie trapunto, superbe ouvrage de rosaces surpiquées sur tissu matelassé, ajouré pour soutien à cerceaux, signé Dim pour la guêpière. blanc pur. 32 à 36B. soutien 40.00 culotte coordonnée 20.00.

la maison

**simons**

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

VENTE  
JOURS  
D'ÉTÉ

rabais de 50 %



**DRAP DENTELLE DÉCORATIVE**

19.99

jumeau rég. 40.00

une offre spéciale de fieldcrest! draps de première qualité en luxueuse percale 250 fils au pouce avec magnifique bordure en dentelle brodée. blanc ou ivoire. accessoires coordonnés à prix spéciaux. double **29.95**, grand **39.95**, tr. grand **49.95**, taies st. **29.95**, tr. grandes **34.95**

rabais de 50 %



**SERVIETTE BORDURE LUSTRÉE**

9.99

bain rég. 20.00

grandes serviettes 27 x 52 en pur coton peigné, rehâussées d'une bordure soyeuse décorative. 9 coloris au choix comprenant les nouvelles teintes vibrantes de bleu royal, vert bouteille et rouge vin. main **6.99**, débarbouillette **4.99**, drap de bain **19.99**

valeur exceptionnelle



**DOUILLETTE IMPRIMÉE RÉVERSIBLE**

29.95

lit jumeau

3 magnifiques imprimés fleurs ou modernes pour des douillettes entièrement réversibles en bourre polyester anallergique, lavables à la machine. à coordonner avec nos draps unis. double **39.95**, grand **49.95**, couvre-oreiller **9.99**

la maison

**simons**

PLACE STE-FOY GALERIES DE LA CAPITALE VIEUX QUÉBEC

En Bref

### Incendie allumé par des enfants à Place Tanguay

LÉVIS — Un incendie a causé hier des dommages d'au moins 10 000 \$ à la toiture de Place Tanguay à Lévis. À l'arrivée des pompiers, deux foyers d'incendie faisaient rage sur le toit. Les flammes auraient été allumées par des enfants. Les policiers-pompiers ont arrosé le système de ventilation, d'où s'échappait une intense fumée. Un enquêteur est chargé du dossier.

### Trois ans de prison pour négligence criminelle

SAINT-JOSEPH — Alan Plante, 25 ans, de Saint-Éphrem, accusé de négligence criminelle ayant causé la mort et de conduite avec facultés affaiblies, en juin 1992, a été condamné à trois ans de pénitencier et interdiction de conduire partout au Canada pour une période de dix ans par le juge Jean Bienvenue, au palais de justice de Saint-Joseph. Transféré à Québec, Plante sera conduit d'ici 30 jours au pénitencier de Sainte-Anne-des-Plaines.

### 149 000 \$ de pensions de vieillesse frauduleuses

LONGUEUIL (PC) — Une femme de 79 ans a reconnu en cour criminelle, vendredi, avoir fraudé le gouvernement fédéral d'une somme de 149 000 \$ en obtenant des pensions de vieillesse sous une variété d'identités. Solange Dubeau-Burnett, de Longueuil, a atteint l'âge de la retraite en 1980. Elle demande alors sa pension de vieillesse. Six mois plus tard, elle fait une nouvelle demande, cette fois au nom de « Jeanne-Marie Brunelle », logeant à une autre adresse, à Montréal. En cour criminelle, le juge Roger Vincent, qui a accueilli le plaidoyer de culpabilité, entendra les arguments sur sentence le 26 octobre.

6/49

8-22-29-42-46-48

(complémentaire)

39

mise-tôt

6-12-21-41

EXTRA

781947

Sélect 42

9-16-18-22-40-41

(complémentaire)

27

LA QUOTIDIENNE

tirage du 15-05-94

0-7-4

9-7-9-0

LA TROIS

LE SOLEIL

# Les souverainistes mettront cartes sur table avec les Français Lucien Bouchard débarque à Paris

PARIS — Le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, est arrivé à Paris hier matin pour une « visite officielle de travail » de quatre jours au cours de laquelle il tentera d'aider les Français à « se faire une tête » sur l'avenir du Québec.

par MICHEL DOLBEC  
de la Presse canadienne

« Il s'agit d'avoir l'assurance que

les autorités françaises comprennent clairement ce qui se passe chez nous », a résumé M. Bou-

chard à sa descente d'avion. La France occupe une place « privilégiée » dans la stratégie des souverainistes qui comptent lui faire « jouer un rôle clef dans la reconnaissance » d'un Québec souverain par la communauté internationale.

D'où l'importance pour eux de tenir les Français bien informés.

« La population du Québec aura un choix très clair à faire : il faut expliquer ça à nos amis français, dit Lucien Bouchard.

« Je crois que tout le monde va être heureux d'y voir un peu plus clair, de voir que finalement, il y a une décision qui va se prendre au Québec par les Québécois par référendum si le PQ est élu. »

D'ici jeudi, Lucien Bouchard devrait trouver partout des oreilles attentives, parfois sympathiques, souvent curieuses devant cet être politique « hybride » qui prône aux Communes d'Ottawa la souveraineté du Québec.

Le moment fort de son séjour sera évidemment sa rencontre avec le président François Mitterrand demain à l'Élysée. L'entretien d'une demi-heure se déroulera en tête-à-tête, ce qui n'est pas banal dans le contexte : ni l'ambassadeur du Canada, M. Benoît Bouchard, ni l'émissaire de Jacques Parizeau, la péquiste Louise Beaudoin, qui a préparé tout le voyage, n'y assisteront.

Au programme de la visite du chef du Bloc figurent aussi des rencontres avec le leader socialiste Michel Rocard (favorable à la souveraineté) et le président de l'Assemblée nationale, Philippe Séguin (sympathique au Québec). M. Bouchard verra aussi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, le président du Sénat, René Monory et une délégation de la Commission des affaires étrangères.

Il n'a pas obtenu de rendez-vous en revanche avec le premier ministre Balladur et le maire de Paris Jacques Chirac. Le chef bloquiste verra donc un président en fin de mandat mais pas les deux favoris à sa succession. Lucien Bouchard estime quand même que son voyage est « très équilibré au niveau politique ».

« Le président est peut-être en fin de règne mais il est président,

Lucien Bouchard, que l'on voit ici pendant la campagne électorale de l'automne, devrait trouver des oreilles curieuses devant cet être politique « hybride » qui prône à Ottawa la souveraineté du Québec.



a-t-il souligné. La fonction n'est pas vacante (...) Ce serait irresponsable de considérer que le président ne compte plus. »

L'ambassadeur du Canada à Paris n'a pratiquement joué aucun rôle dans la préparation du voyage du chef de l'opposition. L'ancien ambassadeur de Brian Mulroney se défend bien pourtant d'avoir voulu « snober » les services diplomatiques canadiens.

« Je n'ai jamais voulu exclure l'ambassade de ce que nous faisons, a-t-il assuré. Je respecte les institutions et les gens qui sont là mais je considérais normal que le voyage soit organisé par mes collaborateurs et moi. Je ne pense pas qu'il aurait été très approprié pour les gens de l'ambassade de travailler fort pour convaincre le président de me rencontrer. J'ai voulu éviter les situations embarrassantes. »

## Chrétien pourfend le chef bloquiste

OTTAWA — Lorsqu'il fait la promotion de l'indépendance du Québec à l'étranger, le chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, nourrit l'instabilité économique, soutient le premier ministre Jean Chrétien.

par MICHEL HÉBERT  
de la Presse canadienne

« Les hommes d'affaires vont se

poser toutes sortes de question et alors que le pays est dans un état financier difficile, lui se promène à travers le monde pour parler d'instabilité », a déclaré M. Chrétien hier à l'issue du congrès biennal des libéraux fédéraux qui prenait fin hier à Ottawa.

Non seulement le chef du Bloc sèmera-t-il l'instabilité dans le milieu des affaires mais aussi la confusion puisque, dit Jean Chrétien, « il sera obligé d'expliquer ce qu'est la séparation du Québec ».

Le premier ministre a rappelé que le chef du Bloc s'était opposé à la révision de la loi sur les brevets pharmaceutiques au nom de la stabilité économique. « Il n'est pas très conséquent », a-t-il lancé hier.

Avec le Bloc québécois, le Canada n'a pas droit à ce que Jean Chrétien appelle une « loyale opposition ».

Le périple français du chef bloquiste répugne au ministre des Affaires étrangères, André Ouellet, qui l'accuse d'abuser ainsi de ses privilèges parlementaires.

« Je n'aime pas que M. Bouchard se serve de son titre de chef de l'opposition pour voyager à travers le monde pour promouvoir l'indépendance du Québec », a déclaré le ministre Ouellet.

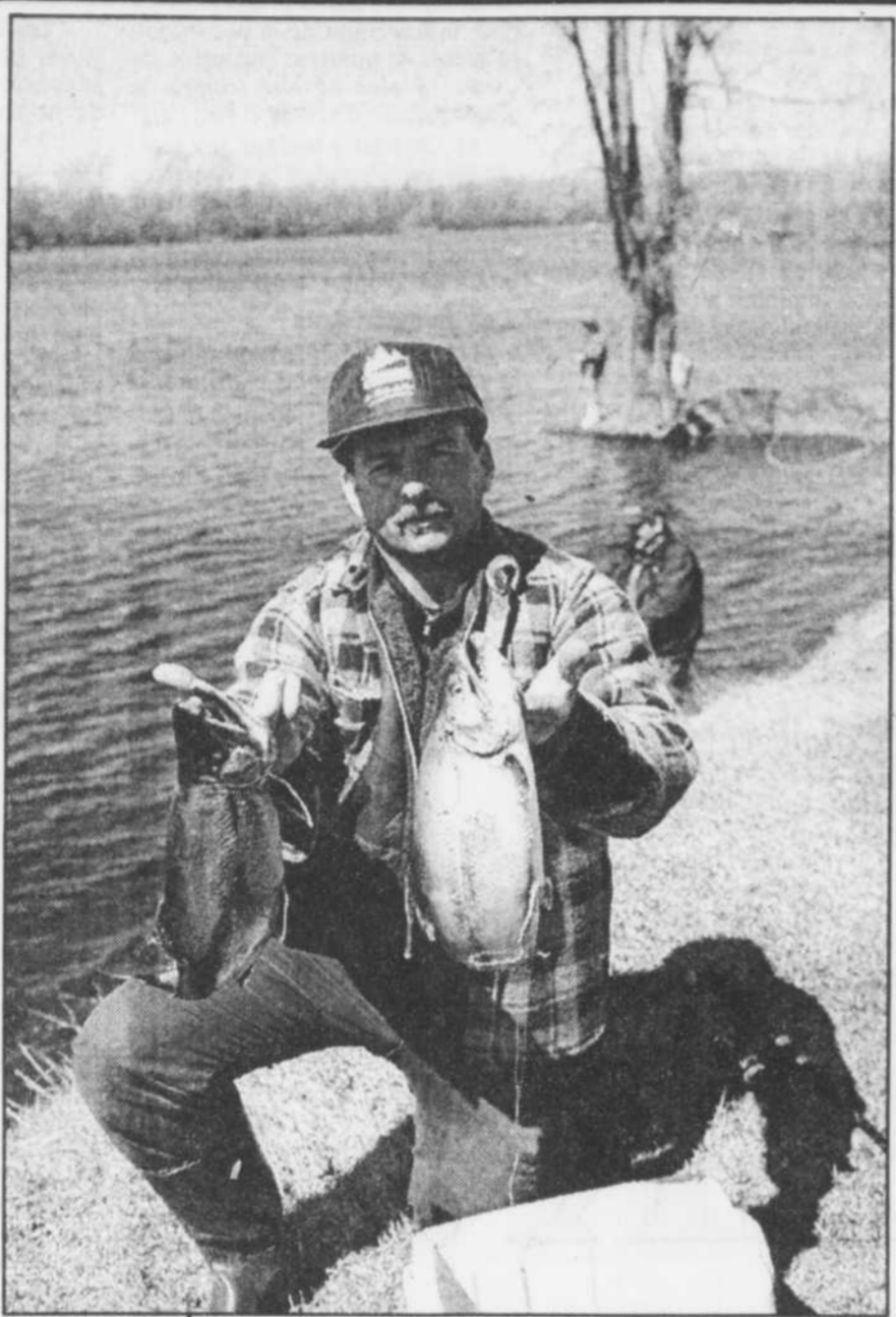
Le chef du Bloc québécois est allé à Washington en mars dernier. Lucien Bouchard y avait défendu l'idée de la souveraineté du Québec notamment auprès d'un proche conseiller du président américain Bill Clinton. Ce voyage avait provoqué l'ire du Canada anglais.

Le chef du Bloc québécois s'entretiendra cette fois seul à seul avec le président français François Mitterrand qui le recevra à l'Élysée. La rencontre doit avoir lieu demain.

« Je sais que le président français aime rencontrer les gens en tête-à-tête, il le fait régulièrement et j'accepte ça », a concédé André Ouellet avec dépit.

### Ça mord à Ste-Foy

Des centaines de pêcheurs ont envahi la base de plein-air de Sainte-Foy en fin de semaine pour le deuxième Festival annuel de pêche. Au moins 600 ouanichiques et des milliers de truites mouchetées ont été introduites dans les lacs Eggebal. Richard Bacon, de Notre-Dame des Laurentides, nous montre ici ses prises de 3,22 livres et 3,02 livres. Parmi les belles prises, Sylvain Pelletier, de la base de plein-air, note une truite de 3,56 livres mesurant près de 13 pouces. La journée de samedi, plus fraîche, a été meilleure qu'hier pour la pêche.



Le Soleil, Jean Vallières

### Les éducatrices en garderie émettent de sérieux doutes

## L'augmentation pour toutes est un leurre

MONTREAL — Après avoir scruté le dernier budget du Québec, les éducatrices en garderie affirment qu'il est loin d'être acquis que toutes bénéficieront d'une augmentation de salaire de 1 \$ l'heure, tel qu'on le croyait à prime abord.

présidente de la CSN, au cours d'une rencontre avec la presse.

Les travailleuses en garderie se demandent « si on les a prises pour des cruches, en leur faisant miroiter un 1 \$ qui n'existe pas vraiment », affirmait pour sa part Mme Mireille Bénéard, présidente

du Syndicat des travailleuses en garderie de Montréal.

Les éducatrices comptent bien demander des éclaircissements à la ministre de la Sécurité du revenu et déléguée à la Condition féminine et à la Famille, Mme Violette Trépanier. Elles insis-

sent : le 1 \$ d'augmentation doit bénéficier à toutes les éducatrices.

Même une augmentation de 1 \$ l'heure ne satisfait pas pleinement les éducatrices en garderie. Lors de leur réunion, les travailleuses se sont donné comme ob-

jectif d'obtenir le reste du rattrapage salarial qu'elles revendiquaient à l'origine, soit un autre 2,50 \$, et ce d'ici l'an prochain.

Leur salaire moyen atteignait 9,73 \$ l'heure en 1992.

Pour soutenir leurs revendications, les représentantes syndicales de la CSN proposent à leurs membres de tenir deux journées de grève non consécutives. La première se tiendrait le 27 mai.

Les 13 garderies de la région de Montréal et des Laurentides qui sont présentement en grève le demeureront jusqu'à ce que les syndiquées décident, en assemblée, dans chaque établissement, si elles retournent au travail. « Elles seront prêtes à reprendre le travail si elles sont assurées de toucher l'augmentation de 1 \$ l'heure. Elles veulent être sûres que leur mouvement aura servi à quelque chose », expliquait Mme Bénéard.

En assemblée, les éducatrices syndiquées à la CSN ont également décidé d'accroître les efforts de syndicalisation dans les garderies du Québec. La CSN représente 2000 travailleuses réparties dans 173 établissements. La CEQ représente les éducatrices de 27 garderies.

Finalement, les éducatrices organiseront une campagne de financement auprès du public et des autres syndicats de la CSN. Le lancement de la campagne se fera le 29 mai, lors d'un spectacle intitulé « La nuit des garderies ».

## Malgré la confusion, Johnson maintient son engagement

MONTREAL — Le premier ministre Daniel Johnson réaffirme sa volonté de redresser de 1 \$ l'heure le salaire des éducatrices en garderie, mais les modalités restent confuses.

La ministre de la Sécurité du revenu et déléguée à la Condition féminine et à la Famille, Mme Violette Trépanier, doit justement rencontrer aujourd'hui les éducatrices syndiquées à la CSN pour expliquer dans le détail ces mesures gouvernementales.

M. Johnson et Mme Trépanier étaient de passage à Montréal, où ils sont venus signer la Déclaration sur la famille dans le cadre de l'Année internationale de la famille. Un kiosque était installé au coeur du parc Lafontaine dans le cadre du Festival de la santé.

M. Johnson et Mme Trépanier ont tous deux signé le registre de la Déclaration sur la famille. Le signataire s'engage notamment à « poser des gestes pour soutenir les familles sur la voie d'une plus grande reconnaissance de leur caractère essentiel et primordial dans le développement de notre société ».

Interrogé relativement au doute soulevé par les travailleuses, le premier ministre Johnson n'a pas été très clair quant à savoir si, oui ou non, toutes les éducatrices en bénéficieraient. « L'objectif, c'est de relever les conditions de salaire des éducatrices en garderie. C'est ça l'engagement qu'on a pris et c'est l'engagement que je réitère. »

Les journalistes ont eu beau répéter la question en insistant sur la totalité des éducatrices, M. Johnson a servi la même réponse : « Je le répète, ça fait trois fois et je ne peux pas être plus clair que ça. Je réitère que l'engagement du gouvernement du Québec est de rehausser de 1 \$ l'heure le salaire des éducatrices en garderie. »

Ses propos subséquents laissent toutefois penser que pour arriver à ce montant de 1 \$ l'heure, il comptabilise dans certains cas les mesures fiscales d'aide aux parents et les montants qui seront versés pour accroître le salaire des travailleuses.

Ainsi, il ajoute : « Si, dans les modalités, on s'aperçoit que ce n'est pas précisément ce qui se passe, on va ajuster le tir. On nous indique que les modalités font que peut-être, hypothétiquement, dans certains cas, ça ne serait pas le cas. On va ajuster en conséquence pour que l'engagement gouvernemental de hausser de 1 \$ l'heure dès cette année le salaire des éducatrices en garderie soit rencontré. »

textes de LIA LÉVESQUE  
de la Presse canadienne

Les travailleuses en garderie syndiquées à la CSN se sont réunies samedi pour évaluer les répercussions réelles du budget déposé jeudi par le ministre des Finances, André Bourbeau.

Or, selon leur interprétation, la hausse salariale de 1 \$ l'heure ne s'appliquerait pas à la totalité des éducatrices, puisque la mesure semble liée au programme d'aide financière aux parents à moyen et faible revenus. Elles craignent donc que dans les garderies où les parents ne bénéficient pas du soutien financier gouvernemental, l'augmentation de salaire annoncée pour les éducatrices ne soit pas réelle.

« Les éducatrices ont l'impression d'avoir été trompées. Le gouvernement a annoncé une augmentation de 1 \$ l'heure pour toutes alors qu'à l'examen, il n'est pas du tout évident que cette augmentation sera généralisée », lançait hier Mme Claudette Carbonneau, première vice-

**LA QUALITÉ**

**OLDSMOBILE**

**À PRIX ABORDABLE**

**AUCUN COMPTANT NÉCESSAIRE**

2000\$ comptant	1500\$ comptant	1000\$ comptant	Aucun comptant
<b>289\$</b>	<b>304\$</b>	<b>319\$</b>	<b>349\$</b>

36 mois seulement. 72 000 km prévus au bail. Taxes en sus.

**MARLIN** Chevrolet Oldsmobile inc

**Geo**

*c'est grandement accueillant!*

**Transport et préparation inclus**

2145, boul. Charest Ouest, Québec  
**688-1212**

Stock 40519

- ✓ Coussin gonflable conducteur
- ✓ Air climatisé
- ✓ Siège arrière à dossier divisé pliant
- ✓ Freins ABS aux 4 roues
- ✓ Radiocassette
- ✓ Moteur 2.3 injection multipoint avec OHC - arbre à cames en tête - mises en marche plus rapides par temps froid - excellent fonctionnement à régime élevé
- ✓ Pneus Michelin 14
- ✓ Transmission MXO surmultipliée

## LA POLITIQUE



## Investiture péquiste dans Rimouski Solange Charest élue au 3e tour

RIMOUSKI — Trois tours de scrutin ont été nécessaires hier à Rimouski pour choisir la candidate du Parti québécois dans le comté du même nom, Solange Charest, militante péquiste depuis la fondation de cette formation politique.

par CARL THERIAULT  
collaboration spéciale

Trois autres candidats dont le préfet de la MRC Rimouski-Neigette, Daniel Côté, ont dû s'avouer vaincu lors de cette assemblée d'investiture qui réunissait à l'école Paul-Hubert un peu plus de 500 membres.

### L'emploi et la souveraineté

Professionnelle du secteur de la santé publique, Mme Charest fera de l'emploi et de la souveraineté ses priorités électorales face au candidat libéral, Michel Tremblay.

« La création d'emploi et la souveraineté, c'est la base de nos politiques et nos projets de développement au plan local, régional et national », a-t-elle déclaré après son élection.

La candidate péquiste préconise la création de tables régionales en matière d'emploi, la concertation du monde des affaires et des syndicats, le regroupement et le jumelage d'entreprises, le développement de la sous-traitance et la réorganisation du monde du travail.

Pour les jeunes, Solange Charest souhaite que les entreprises leur garantissent au moins 1 % des emplois disponibles.

Selon la candidate, les municipalités rurales sont essentielles au développement régional. « Quand il n'y aura plus de municipalités rurales stables, il n'y en aura plus de capitale régionale stable », a lancé Solange Charest.

Mme Charest compte aussi faire la preuve que le député et candidat libéral Michel Tremblay a, dit-elle, « toujours été dépendant de son parti et qu'il n'a pas véritablement défendu les intérêts du comté de Rimouski ».

Elle se dit partisane de la régionalisation et non pas d'une décentralisation des services et de budget. « Il nous faut le pouvoir de décider de nos orientations et de nos avenues de développement et un pouvoir sur l'ensemble des programmes sectoriels qui ont un impact dans notre comté ».

Le choix du porte-étendard péquiste dans Rimouski complète à toutes fins utiles l'équipe du Parti québécois dans le Bas-Saint-Laurent/Gaspésie. Le choix officiel de Marcel Landry, député de Bonaventure, devrait être confirmé à brève échéance.

## Armes à feu

### Chrétien veut resserrer le contrôle

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien veut resserrer les contrôles sur les armes à feu et il a demandé au ministre de la Justice, Allan Rock, de préparer un projet de loi au cours de l'été.

par MANON CORNELLIER  
de la Presse canadienne

« Je pense qu'il ne devrait plus y avoir d'armes à feu dans nos rues et nos terrains de jeux. Le temps est venu de mettre en place des mesures encore plus strictes », a déclaré le premier ministre lors de son discours de clôture devant les membres de son parti réunis pour leur congrès biennal.

Il a annoncé que le ministre Allan Rock examinerait une résolution mise de l'avant par la commission féminine du parti et qu'il rédigerait un projet de loi au cours de l'été.

La proposition, adoptée à l'unanimité hier matin, prévoit une augmentation des peines pour les crimes commis avec arme à feu,

l'interdiction des armes d'assaut militaires, une réglementation plus sévère pour la vente de munitions et un rehaussement de l'âge de 16 à 18 ans, la mise en place d'un registre national des armes à feu, la limitation de la possession d'armes de poing et l'adoption de mesures plus sévères contre la contrebande d'armes à feu.

M. Chrétien a indiqué aux journalistes qu'il voulait des contrôles plus sévères, en particulier pour les armes de poing. « Personnellement, je me demande pourquoi nous en avons », a-t-il indiqué.

### Les homosexuels

L'annonce du premier ministre a relégué au second plan le dossier des droits des couples homosexuels. Plus tôt en journée, les jeunes ont proposé sans succès

qu'on reconnaisse le mariage entre personnes du même sexe.

Bousculés par la procédure, les jeunes étaient furieux, mais cet incident fut la seule note discordante de ces trois jours passés à se féliciter.

L'establishment du parti a aussi tout fait pour éviter la question du Québec et y est parvenu.

« Les Canadiens ne veulent pas parler de constitution », a répété le premier ministre lors d'un point de presse. « Les discussions sur les changements de pouvoir nous ont menés nulle part. On a perdu beaucoup de temps avec cela et les gens en ont assez », a-t-il ajouté avec irritation.

Cette attitude, à la veille d'une élection provinciale au Québec et d'un possible référendum, a inquiété des délégués québécois. Plusieurs ont confié à la Presse canadienne durant le week-end qu'ils souhaitaient que M. Chrétien prenne les devants.

## La cote de Chrétien en chute libre au Québec

QUEBEC — La cote de popularité du premier ministre Jean Chrétien est en chute libre au Québec, révèle un récent sondage Gallup. Seulement 35 % des Québécois approuvent maintenant la façon de gouverner du chef libéral, alors qu'en avril, il récoltait 47 % de la faveur de l'électorat et en mars 52 %.

Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, une majorité de Québécois trouve que Jean Chrétien ne remplit pas convenablement ses devoirs de premier homme du pays (46 %). La baisse de popularité de M. Chrétien coïncide avec les récentes prises de bec Ottawa-Québec sur la formation de la main-d'oeuvre et sur la réforme des programmes sociaux.

Ailleurs au Canada, la popularité du premier ministre se maintient et croît même légèrement. En Ontario, 73 % des électeurs approuvent la performance de M. Chrétien. L'approbation atteint 69 % en Colombie-Britannique, 60 % dans les Prairies et 57 % dans les provinces de l'Atlantique.

À l'échelle nationale, 59 % des Canadiens sont en accord avec la manière de gouverner du chef libéral, c'est un point de plus qu'en avril. Seulement 25 % des personnes interrogées désapprouvent sa façon de faire, 17 % sont indécises.

### La cote de Bouchard

Gallup révèle par ailleurs que, par région, la popularité du chef du Bloc québécois, Lucien Bouchard, suit une courbe inversement proportionnelle à celle du premier ministre Chrétien. Ainsi, au Québec, 52 % de l'électorat est satisfait de la façon dont il s'acquitte de ses fonctions de chef de l'opposition, alors qu'il ne récolte l'appui que de 19 % des résidents de la Colombie-Britannique, 16 % de ceux des provinces de l'Atlantique, 15 % de ceux des Prairies et 14 % de ceux de l'Ontario. À l'échelle nationale, 25 % des sondés approuvent la conduite de M. Bouchard. Quarante-sept pour cent la désapprouvent et 28 % n'ont pas d'opinion.

### Manning divise

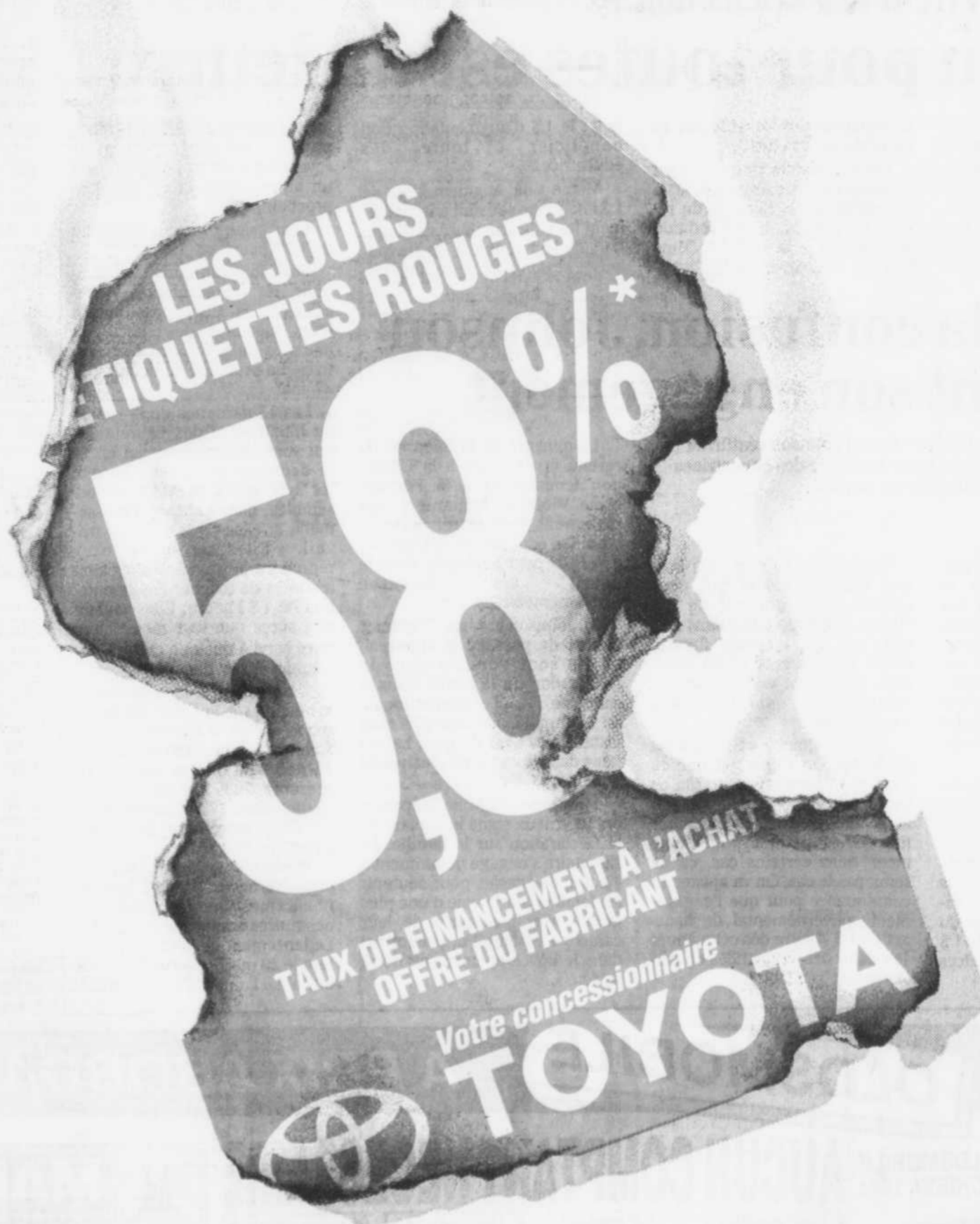
Enfin, l'opinion publique est divisée sur le travail du chef du Reform party, Preston Manning : 31 % approuvent sa conduite, 33 % la désapprouvent et 36 % n'ont pas d'opinion. C'est dans l'Ouest que la politique de Manning plaît le plus. Quarante-quatre pour cent des électeurs des Prairies y adhèrent. En Colombie-Britannique, sa cote de popularité est à 40 %, en Ontario à 38 %, dans les provinces de l'Atlantique à 24 % et au Québec à 13 %. Les statistiques de Gallup font voir que les Québécois et les francophones ont de la difficulté à se faire une opinion sur le chef des réformistes : 54 % des Québécois et 53 % des francophones sont indécis.

### Méthodologie

L'enquête a été réalisée auprès de 1009 sondés, âgés de 18 ans et plus, entre le 2 et le 9 mai. La marge d'erreur associée à un tel échantillon est d'au plus 3,1 %, 19 fois sur 20. Au Québec, 272 personnes ont été rejointes. La marge d'erreur est d'au plus 6 %.

# C'EST

# LE MEILLEUR!



## SUR LES TERCEL, COROLLA, CAMRY, PASEO ET CELICA!

Financement au taux de 5,8% pour 48 mois, sur approbation de crédit par Toyota Crédit Canada Inc. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Toyota participant.

## Cours de langue au Collège militaire de Saint-Jean

# L'annonce d'une entente est prématurée, dit Johnson

MONTREAL — Le premier ministre du Québec Daniel Johnson trouve prématuré d'annoncer qu'une entente a été conclue entre Ottawa et Québec pour dispenser des cours de langue au Collège militaire de Saint-Jean.

par LIA LEVESQUE  
de la Presse canadienne

C'est le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales Marcel Massé qui a annoncé samedi qu'une entente était intervenue entre Ottawa et Québec pour permettre à des militaires et des fonctionnaires fédéraux de suivre

des cours de langue au collège de St-Jean-sur-Richelieu.

Or, interrogé à ce sujet dimanche, le premier ministre du Québec a carrément affirmé qu'il était trop tôt pour annoncer publiquement les modalités d'un tel accord.

« C'est peut-être prématuré. J'ai entendu les remarques de M.

Massé et ça m'apparaît peut-être un peu prématuré. Il faut être deux pour négocier. M. Massé a annoncé quelque chose et j'indique ici que du côté du gouvernement du Québec, ça m'apparaît prématuré. »

Le premier ministre Johnson n'a pas voulu préciser ce qui bloquait dans ce dossier pour empêcher le règlement. « On est en train de négocier avec le fédéral. Vous me permettez d'aller au fond de ces options-là avant d'en

parler publiquement. »

Il n'a pas voulu dire non plus en quoi consistaient ces autres options envisagées pour le Collège militaire royal de Saint-Jean. Il a simplement évoqué une « solution négociée qui vient enrichir le plus possible la vocation éventuelle des installations du collège ».

Pourtant samedi, le ministre fédéral Marcel Massé avait été clair: « Le gouvernement fédéral y enverra un certain nombre de fonctionnaires fédéraux et de mili-

taires pour aller apprendre le français dans un environnement francophone. »

Il avait même précisé que l'entente avait été conclue avec le ministre québécois de l'Éducation Jacques Chagnon et prévoyait l'octroi par le fédéral d'une somme de 4 millions\$ pour « les cours de langue et le maintien de certaines activités économiques ».

Les installations et le terrain du

collège devaient être loués au gouvernement du Québec pour la somme symbolique de 1\$ par année.

M. Johnson était interrogé à Montréal, alors qu'il venait assister aux activités de plein air du Festival de la santé, au coeur du parc Lafontaine. Il en a profité pour s'arrêter au kiosque du Bureau québécois de l'Année internationale de la famille pour signer la Déclaration sur la famille.

## 27 000 visiteurs de tous les âges au neuvième Salon des aînés de Québec

QUÉBEC — Le 9e Salon des aînés de Québec a fermé ses portes à 18 h hier, ayant accueilli plus de 27 000 visiteurs, « une foule légèrement supérieure à celle de l'an passé », a souligné son pdg André Guillemette.

par MICHÈLE LAFERRIÈRE  
LE SOLEIL

Le pavillon de l'agriculture et de la jeunesse d'Expo-Québec grouillait de gens de tous les âges, hier. La raison est évidente: c'était la Journée internationale de la famille. Nombreux étaient donc les enfants et les petits-enfants qui accompagnaient les aînés à « leur » salon, ouvert depuis jeudi, et dont le thème était « L'alimentation, une priorité ».

Cette journée de la famille a aussi été soulignée par la présence de 26 associations de familles souches québécoises, dont les stands étaient éparpillés dans le pavillon de la jeunesse. Les Perron, Lambert, Ouellette, Robitaille, Veilleux, Gagnon et compagnie ont répondu aux questions de leurs « parents » sur leurs ancêtres, ils leur ont permis de feuilleter le dictionnaire généalogique et les ont guidés dans la préparation



Plus de 27 000 visiteurs de tous les âges sont passés en fin de semaine au Salon des aînés de Québec.

et la confection de leur arbre généalogique.

L'an prochain, à l'occasion du 10e Salon des aînés, André Guillemette se promet de doubler la participation des familles souches québécoises.

Il annonce également la tenue d'un gala, le 6 mai 1995, au Capitole, où un hommage sera rendu à Félix Leclerc. « On va payer le prix qu'il faut pour que Joanne Blouin vienne chanter sur scène, insiste-t-il. C'est elle que nous voulons. » Pendant ce temps, com-

me pour nous mettre l'eau à la bouche, le ténor Yves Cantin, campé sur la scène principale, chantait *L'hymne au printemps*, de Félix. Au grand plaisir des vieux et des moins vieux.

Samedi, le 3e Festival provincial de Chorales d'aînés a rendu hommage à un autre grand du Québec, Jean-Pierre Ferland. Plus de 300 choristes se sont succédé sur scène.

Le Salon des aînés de Québec vous donne rendez-vous l'an prochain, du 4 au 7 mai.



## Promo-Vélo inspecte des deux roues

Les spécialistes de Promo-Vélo ont inspecté gratuitement des dizaines de bicyclettes hier sur les Plaines, près du Musée du Québec. Sur la photo, Marie Lessard, secrétaire de l'organisation, ainsi que Luc Cyr et Jacques Thibault, membres bénévoles, étaient de la partie. Les experts ont vérifié une quarantaine de points dont l'état des pneus, des freins, de la mécanique, la hauteur de la selle, la visibilité des cyclistes... Verdict: « On n'offre vraiment pas un service inutile », dit avec ironie le président de Promo-Vélo, François Thibault. L'organisme sans but lucratif a pour mission de promouvoir l'utilisation du vélo, notamment les pistes cyclables.

## Plus de gens voient des ovnis

(PC) WINNIPEG — Ces cinq dernières années, de plus en plus de Canadiens ont dit avoir observé d'étranges phénomènes dans le ciel, incluant des triangles noirs, silencieux, des objets géants de la forme d'un cigare, ou encore d'étranges lumières nocturnes.

d'ovnis.

En effet, la Colombie-Britannique et l'Alberta ont désormais leurs lignes téléphoniques 24 heures sur 24, tandis qu'on trouve au moins un regroupement de spécialistes d'ovnis dans la plupart des autres provinces canadiennes.

Selon un astronome manitobain, pas moins de 500 ovnis, des objets volants non identifiés, ont été rapportés en 1993, trois fois plus qu'en 1989.

Mais Chris Rutkowski, auteur d'un rapport annuel sur la question, ne croit pas que la terre soit subitement devenue une destination courue par les visiteurs intergalactiques. Il pense plutôt que cette explosion de phénomènes extraterrestres est proportionnelle à la prolifération des groupes d'étude

Un groupe semblable, l'Alberta UFO Study Group, formé en 1989, a fait savoir la semaine dernière, par le biais d'un communiqué de presse, qu'il était à la recherche de personnes ayant aperçu de mystérieux triangles noirs se déplaçant en silence dans le ciel.

« Depuis, nous avons reçu des centaines d'appels », a indiqué un membre du cercle, David Thacker, de Red Deer, en Alberta.

« Une des théories les plus populaires, ces derniers temps, veut qu'il s'agisse d'un modèle avancé d'avion espion américain, a dit M. Thacker. Mais c'est impossible à prouver parce qu'ils (les Américains) ne reconnaissent même pas qu'il existe. »

## La Société historique de Québec se réfugie en territoire fédéral

QUÉBEC — La Société historique de Québec (SHQ) a dû plier bagages et s'abriter dans des locaux de la Commission des champs de bataille nationaux, chassée qu'elle était par la ville de Québec du sous-sol de l'hôtel de ville.

par BENOÎT ROUTHIER  
LE SOLEIL

L'histoire est plutôt nébuleuse. Mais le 19 avril, le directeur du Bureau des arts et de la culture (BAC), M. Michel Choquette, faisait parvenir une lettre à la SHQ dans laquelle il la priait de faire le nécessaire pour quitter les locaux « d'ici le 26 avril ». Sinon le BAC procéderait au déménagement et à l'entreposage du matériel.

Il ajoutait: « Les coûts inhérents à ce travail ont été évalués à 1050 \$ plus 120 \$ par mois pour l'entreposage (taxes en sus) et ces frais vous seront facturés à partir du 27 avril 1994 ».

Dans la même lettre il précisait que le BAC avait « déjà évoqué avec vous certaines hypothèses de locaux qui ne vous ont pas satisfait ».

Au conseil, lundi soir, le conseiller indépendant de Saint-Roch, M. Réjean Lemoine, a demandé au maire Jean-Paul L'Allier pourquoi la ville avait « mis la Société historique de Québec dehors? » En l'absence de M. Choquette, M. Gilles Lachance, du BAC, expli-

quait que des pourparlers avec la SHQ ont lieu depuis deux ans pour qu'elle se trouve un autre local parce qu'elle n'a plus la gestion du Centre d'interprétation de la vie urbaine (CIVU) et que ce dernier a besoin des locaux.

La gestion du CIVU a été enlevée à la SHQ parce qu'elle n'exécutait pas son travail de gestionnaire, qui était à toutes fins utiles fait par le Service des communications de la ville, dit M. Lachance. La SHQ bénéficiait d'une subvention annuelle de 150 000 \$ pour la gestion du CIVU.

M. Lachance croit que la SHQ regrette plus la perte des locaux dans l'ancienne caserne de pompiers sous l'hôtel de ville que celle de la gestion du CIVU car des membres se demandaient « ce qu'ils faisaient là-dedans ». Une

nouvelle Société pour le patrimoine urbain de Québec assure la gestion du CIVU.

Le président de la SHQ, M. Simon Morency, apporte des nuances à la version du BAC. Oui, même la SHQ remettait en question sa responsabilité de gérer le CIVU et le BAC a fait quelques suggestions d'autres locaux mais ils étaient inadéquats pour les besoins de la Société.

M. Choquette avait décidé du déménagement de la Société et a fait justifier sa décision par une firme qui a travaillé sous sa directive.

M. Morency croit que la ville pourrait loger la Société gratuitement quelque part en échange de certains services.

La Commission des champs de bataille a accepté d'héberger, gratuitement mais temporairement, la Société dans des locaux du sous-sol de l'église Saint-Dominique sur Grande-Allée.

Les meilleures conditions routières que vous puissiez jamais demander



RANGE ROVER

"Meilleur véhicule utilitaire" d'après

APC Association des Journalistes Automobile du Canada



CENTRE LAND ROVER  
1265, DE LA CANARDIÈRE  
(ANGLE HENRI-BOURASSA)  
QUÉBEC 523-5790

AVIS

Suite à la fermeture des

Opticiens Pierre Masson et Ass.

tous les dossiers lunettes et verres de contact ont été transférés chez

OPTICIEN Jacques Langlois

LIMOULOU - 455, 3e Avenue 523-6690  
STE-FOY - 1113, rte de l'Église 659-3616  
MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph 529-9351

LES TUYAUX DU DOCTEUR SUZUKI

«L'AUTO-COLLANT»

~~16 995\$~~

«LE DÉCOLLANT»

économisez 2 000\$



Ça va décoller dès maintenant avec les 2 000 \$ de rabais sur le Sidekick JX 4 portes 5 vitesses. C'est déjà une bonne affaire à 16 995 \$, alors imaginez la puissance du décollage lorsque le prix descend à

14 995 \$\*

Ça donne le goût de jeter un coup d'oeil sur notre modèle de luxe JLX. Généralement offert à 20 395 \$, il prend son envol pour seulement 17 395 \$. C'est 3 000 \$ de rabais sur le 4x4 le plus décollant en ville!

- Ce qui nous colle à la peau, c'est:
  - la boîte de transfert intégrée pour passer de 2 à 4 roues motrices
  - la garantie Suzuki de 3 ans/80 000 km
  - le système d'alarme standard Suzuki Sécurité
  - les freins antiblocage à l'arrière
  - les barres protectrices contre les impacts latéraux
  - la direction assistée
  - le service de dépannage routier 24 heures sur 24

Alors, venez voir les voitures qui décollent chez votre concessionnaire Suzuki. Vous découvrirez des rabais intéressants sur nos Swift et Sidekick 2 portes. T.T.P. en sus\*



9305, boul. Rive-Sud, Lévis  
835-5050



VOICI LE

1 8 0 0

2 2 5 5 A T T.

À FRAIS VIRÉS,  
VOUS NE TROUVEREZ  
PAS MEILLEUR MARCHÉ  
POUR APPELER  
LES MEMBRES DE VOTRE  
FAMILLE ET VOS AMIS  
AUX ÉTATS-UNIS.

ÉCONOMISEZ

20%

AT&T, la compagnie de télécommunications la plus importante et la plus expérimentée au monde, vous offre une nouvelle façon d'économiser sur tous vos appels à frais virés à destination du territoire continental des États-Unis de n'importe où au Canada. Et vous pouvez même utiliser ce service pour appeler le Canada depuis les États-Unis.

D'ici au 31 juillet, lorsque vous utilisez AT&T pour appeler à frais virés aux États-Unis,

la personne que vous appelez a le plaisir non seulement d'entendre votre voix mais aussi de réaliser des économies de 20%\* sur ses frais d'interurbains.

Il vous suffit d'appeler le 1 800 2255 ATT à toute heure du jour ou de la nuit et un Téléphoniste AT&T établira la communication en quelques secondes.

Appelez donc vos amis et votre famille aujourd'hui même.



# LE MONDE



En Bref

## 3000 personnes évacuées en Russie

MOSCOU (Reuter) — Des unités de lutte anti-incendie ont maîtrisé l'incendie qui faisait rage dans un grand dépôt de munitions situé en Extrême-Orient russe, rapportait, hier, l'agence Interfax. Il n'y a pas eu de blessés graves. Le dépôt avait explosé, samedi, avec une telle force qu'on en avait ressenti les effets jusqu'à Vladivostok, à 100 km de là. Selon Interfax, 3000 personnes évacuées du village voisin de Novonejino après la déflagration regagnent peu à peu leurs foyers. De source autorisée, on assure que le dépôt n'abritait pas d'armes nucléaires ou chimiques.

## L'IRA tue un policier britannique

BELFAST (AP, Reuter) — L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a réclamé, hier, la responsabilité de la mort, tard samedi soir, d'un soldat britannique — le premier en 1994 — lors d'une explosion à un poste de contrôle routier d'Irlande du Nord, non loin de la frontière avec la République d'Irlande.

## Un million de délits armés aux USA

WASHINGTON (AFP) — Près d'un million de délits ont été commis sous la menace d'une arme à feu aux Etats-Unis en 1992, un chiffre jamais atteint, selon des statistiques établies par le FBI, la Sûreté fédérale, et publiées, hier, par le département de la Justice. En tout, 917 000 actions criminelles — vols, attaques à main armée, viols de fait — ont été commises avec des armes à feu en 1992, soit 50 % de plus que la moyenne établie à partir des statistiques des cinq dernières années.

## Quatre policiers enlèvent trois jeunes

MEXICO (Reuter) — Quatre policiers de Mexico ont été arrêtés pour l'enlèvement le 9 mai de trois adolescents, a rapporté hier la presse locale. Ils avaient réclaté une rançon totale de 200 000\$ US aux parents des jeunes garçons.

## Les vols d'enfants au Guatemala

GUATEMALA (Reuter) — Les services de sécurité de l'ambassade des Etats-Unis à Guatemala sont intervenus pour mettre en sécurité une Américaine menacée par une foule qui l'accusait d'avoir volé l'enfant qu'elle a récemment adopté. L'Américaine débarquait d'un autocar avec son enfant guatémaltèque de six mois lorsque les passagers l'ont suivie et se sont massés devant sa maison, lançant des insultes.

## Un hôtel bosniaque est bombardé

TUZLA (AFP) — Le principal hôtel de Tuzla, ville à majorité musulmane du nord-est de la Bosnie-Herzégovine, a été touché, hier soir, par un projectile d'artillerie de gros calibre en tir direct. Il n'y a pas eu de victimes.

## Un garçon de 11 ans sauve un bébé

BATON ROUGE, USA (AFP) — Un garçon de 11 ans a sauvé, jeudi, un bébé de 2 ans d'un appartement en flammes où celui-ci avait été laissé avec cinq autres enfants par sa mère, partie fêter l'anniversaire d'une amie, à Baton Rouge (Louisiane). Jason Dent s'est précipité dans le brasier après avoir entendu de la rue les cris du bébé. Cinq autres enfants, l'ainé âgé de seulement 6 ans, se trouvaient également dans l'appartement lorsque l'incendie s'est déclaré. Ils ont pu s'en échapper sains et saufs. Les mères ont été placées sous mandat de dépôt, vendredi.

## Trop pesant pour être pendu...

SEATTLE (AP) — Condamné à mort pour le meurtre de deux caissiers de banque lors d'un hold-up dans l'Etat de Washington, en 1981, Mitchell Rupe devrait être pendu. Mais voilà, il pèse 180 kilos. Beaucoup trop selon son avocat. Selon celui-ci, le poids de son client fait qu'il risque d'être décapité lors de l'exécution. Or « la décapitation est une punition des temps barbares ». Il est vrai que Rupe aurait pu choisir l'injection d'une substance mortelle. Mais il l'a rejetée par écrit, la jugeant « moralement répugnante ». Et dans l'Etat de Washington, tout condamné à mort qui refuse l'injection est pendu.



## Un achat qui ne passe pas inaperçu

Kay Webber, de Washington, D.C., rit à côté de John Wesley Lash III, de Newport News, en Virginie, qui transportait pour elle un mannequin qu'elle venait de lui acheter lors d'une vente de garage, samedi, à Newport News. Webber vend des vêtements antiques et utilisera ce mannequin pour son commerce.

# Des colons armés se mesurent aux flics palestiniens

RAFAH, Bande de Gaza (AP, AFP, Reuter) — La police palestinienne et l'armée israélienne ont ouvert conjointement une enquête, hier, sur un incident qui s'est déroulé près d'une colonie juive, faisant quatre blessés parmi les Palestiniens, dans le Sud de la bande de Gaza. Autre curiosité de la nouvelle autonomie de Jéricho, les colons juifs en armes se sont rendus dans la synagogue de Jéricho, placée sous la garde de la police palestinienne.

Le colonel Ibrahim Awad, officier de liaison pour le Sud de la bande de Gaza, a ouvert cette enquête conjointement avec un autre officier palestinien et deux Israéliens sur l'incident qui a fait quatre blessés. Les Israéliens ont arrêté trois suspects qui ont été remis à la police palestinienne, avant d'être relâchés.

Les Palestiniens ont été blessés au passage d'un poste de contrôle de l'armée israélienne, alors qu'ils étaient dans une camionnette.

Ce type d'incident, selon le colonel Awad, « est normal durant une telle période de transition, surtout puisqu'il y a encore des soldats israéliens à certains

points ». « Tout comme la guerre a son prix, la paix a son prix », a-t-il déclaré.

À Jéricho, où l'autonomie palestinienne est désormais entrée dans les faits, des colons juifs armés de fusils et pistolets-mitrailleurs se sont rendus, hier, dans une synagogue sous escorte militaire israélienne. Une forme de provocation que justifiait un des colons : « Pour nous, ces soldats de Palestine sont comme le vent. Je ne les vois pas. Ils n'ont pas d'identité ». Pour lui, cette autonomie n'est que « temporaire » et Israël reste « le propriétaire de la terre d'Israël ».

« Nous sommes venus démontrer notre responsabilité dans le maintien d'une présence juive à Jéricho », a déclaré, de son côté, le rabbin Eliezer Waldman, armé d'un fusil-mitrailleur. « Nous n'obéirons à aucun ordre venant d'eux. Nous n'obéirons qu'à l'armée israélienne », a-t-il ajouté.

Les Palestiniens ont protesté en voyant les colons armés mais n'ont pas tenté d'empêcher le groupe, composé de 45 personnes environ, d'entrer dans la synagogue. Un officier israélien, le colonel Ofer, a affirmé que les colons pouvaient librement porter leurs armes.

L'accord conclu entre Israéliens et Palestiniens prévoit que les juifs continueront à avoir accès à cette synagogue de Jéricho, mais les policiers palestiniens ont néanmoins pour mission de protéger le site.

# La bataille d'Orly n'aura finalement pas lieu

PARIS (Reuter, AFP) — La bataille du ciel n'aura pas lieu entre la France et la Grande-Bretagne qui ont conclu, hier, un accord de gouvernement à gouverner pour reporter l'ouverture de l'aéroport de Paris-Orly aux compagnies britanniques.

Ces compagnies chantaient victoire, hier, convaincues d'avoir forcé le gouvernement français à reconnaître leur « droit » à desservir Orly alors que Londres ne semblait avoir fait, en revanche, aucune réelle concession sur l'accès de leurs rivaux françaises à Heathrow.

La conclusion de l'accord a été annoncée par un communiqué commun des ministres français et britannique des Transports, Bernard Bosson et John Mac Gregor.

À Londres, un porte-parole d'Air UK a annoncé l'annulation du premier vol entre Paris-Orly et Londres-Stansted qui devait décoller ce matin.

Le communiqué officiel précise que les deux ministres « confirment leur volonté d'ouvrir au trafic aérien les liaisons entre Paris-Orly et les aéroports londoniens dans les meilleurs délais et au plus tard, d'ici fin juin ».

« Du côté français, tout sera fait dans la transparence pour régler les problèmes techniques de sécurité, d'environnement et de congestion sur la plate-forme aéroportuaire d'Orly dans le cadre

de la réglementation européenne en vigueur », poursuivent les deux ministres.

« Du côté britannique, les difficultés des compagnies françaises pour obtenir des créneaux sur les aéroports londoniens, en particulier Heathrow, seront examinées dans la même transparence et dans le respect de la réglementation européenne sur l'allocation des créneaux ».

L'ouverture de la ligne Londres-Orly aux compagnies britanniques avait été ordonnée pour le 16 mai par la Commission européenne. Le gouvernement fran-

çais avait fait savoir, mercredi dernier, qu'il s'opposerait à l'entrée en vigueur de cette décision avant « quelques semaines ».

Pour le gouvernement français, l'enjeu dépasse les seules pistes d'Orly et tient à la survie des compagnies aériennes Air France et Air Inter.

La compagnie internationale sort dans la douleur d'un long conflit social, la compagnie intérieure s'attend à environ 50 millions\$ de pertes pour l'exercice 1993 et toutes deux ont beaucoup à craindre de l'ouverture totale du ciel européen, en 1997.

**AVIS**  
Suite à la fermeture des  
**Opticiens Pierre Masson et Ass.**  
tous les dossiers lunettes et verres de contact ont été transférés chez  
**Jacques Langlois**  
OPTICIEN  
LIMOULOU - 455, 3e Avenue 523-6690  
STE-FOY - 1113, rte de l'Église 659-3616  
MAIL CENTRE-VILLE - 460, St-Joseph 529-9351

**MAI EN FLEURS**  
**VIVACES 188**  
Pot de 4 po.  
**FLORALIES JOUVENCE**  
CENTRE JARDIN  
SAINTÉ-FOY 2020, Jules-Verne 4760, boul. de la Rivière-Sud 872-0869  
LÉVIS PLANIVERT 4760, boul. de la Rivière-Sud 833-3323

**VERRES\* ET MONTURE**  
(\* simple vision plastique)  
**TOUT COMPRIS 99\$**  
Qualité supérieure  
en présentant ce coupon Grand choix de montures dans la collection Citation Kids et Topaz 1994  
**ST-LAURENT & WAGNER OPTICIENS**  
Carrefour La Perle 3440, Quatre-Bourgeois Sainte-Foy 653-0191  
3647, rue du Campanile Sainte-Foy 654-1251  
Valide jusqu'au 30 avril 1994

**AUTOMOBILE 6 MOIS\***  
PAYEZ DANS  
 PAS DE TRACAS  
 PAS DE PAIEMENT  
 PAS DE RÉPARATION CÔUTEUSE  
**ÇA VOUS INTÉRESSE ?**  
Alors profitez d'un véhicule neuf ou d'occasion et commencez à payer en novembre 1994 sans intérêt. Offre valide sur tous les véhicules en inventaire. Taux de financement très concurrentiel garanti pour novembre 1994. Cette offre s'ajoute aux rabais en cours.  
Sur présentation de cette annonce  
\* Sous réserve de l'approbation de notre service de crédit. Promotion d'une durée limitée. Vente au détail seulement.  
**Cartier**  
1475, Pie-XI Sud, Val-Bélair 847-6000  
Sortie Sainte-Geneviève de l'autoroute Henri-IV

**LES JOURS ETIQUETTES ROUGES C'EST L'ENFER!**  
**5,8%\***  
Taux de financement à l'achat. Offre du fabricant.  
**TOYOTA**  
Votre concessionnaire  
Financement au taux de 5,8% pour 48 mois, sur approbation de crédit par Toyota Credit Canada Inc. Cette offre s'applique aux modèles Tercel, Corolla, Camry, Paseo et Celta. Pour tous les détails, voyez votre concessionnaire Toyota participant.

## ÉDITORIAL

## LE SOLEIL

Président du conseil d'administration:  
PIERRE DES MARAIS IIEditeur adjoint et rédacteur en chef  
J.-JACQUES SAMSONPrésident et Éditeur:  
GILBERT LACASSEDirecteur de l'information  
ANDRÉ FORGUES

## Bonjour la visite!

Les nouvelles positives sont rarissimes pour la région de Québec. Encore la semaine dernière, la réduction de la taille de l'appareil gouvernemental pourtant souhaitée par une large majorité de contribuables, est apparue comme la menace d'un fléau pour la région de Québec qui fera disparaître 2000 emplois et 100 millions \$ dans l'économie locale.

La recherche menée par la maison SOM qui nous annonce que la région de Québec est choisie par 27,7 % des personnes qui ont signifié leur intention de prendre des vacances au Québec cet été est un baume sur cette plaie. Déjà une destination touristique de prédilection, SOM nous apprend que la région de Québec accueillera au cours des prochains mois rien de moins que le double de la part de visiteurs qui optent habituellement pour la région de Québec.

La faiblesse du dollar canadien retiendra les Québécois chez eux cet été. Traduite en chiffres réels, cette proportion de 27 % de personnes qui choisissent Québec par rapport aux autres destinations touristiques de la province devrait mener à des records d'achalandage.

Les restaurateurs et hôteliers ont une lourde responsabilité : celle de ne pas tuer le produit en arnaquant les touristes attirés par le Festival d'été et les Médiévales d'août 1993. Si le développement de l'industrie touristique doit suppléer dans notre économie aux emplois perdus dans le secteur public, vaut mieux apprivoiser la poule aux oeufs d'or que lui couper le cou.

Il faudra aussi planifier un autre événement majeur biennal pour meubler à compter de 1996 les premières semaines d'août, en alternance avec les Médiévales. Les vacances d'été se prennent beaucoup en famille. Il faut tenir compte de cette réalité. Notre jardin zoologique et l'aquarium décrépiennent, le Parc du Mont Sainte-Anne ne remplit pas sa mission. Le ministre des Finances affirme que l'État doit se retirer des activités où le privé pourrait faire mieux que lui. Voilà de beaux exemples.

Il y a aussi place pour une multitude d'initiatives privées lucratives, qui additionnées ajoutent beaucoup à la qualité de l'accueil et aux charmes d'une région et créent des emplois saisonniers, tels ces jeunes entrepreneurs que présentait LE SOLEIL et qui offrent des excursions en kayak de mer. Les activités de ce type sont fort importantes. Une fois le touriste attiré à Québec, il faut l'occuper pour le garder ici le plus longtemps possible.

De génération en génération, dans la région de Québec, le secteur public a agi comme pourvoyeur d'emplois. L'industrie touristique fait d'abord et avant tout appel à la créativité; parallèlement aux superstructures, aux sites enchanteurs, à une restauration de haute qualité, doivent se greffer des ajouts privés originaux comme les croisières aux baleines, les descentes de rivières, les expéditions en forêts, à cheval ou pédestres...

Le long de la Côte Ouest de la Floride, des bouchers ont fait fortune en aménageant autour de leurs établissements de petits parcs dont la propreté est impeccable où il est possible d'y faire griller des tournedos pendant que des animateurs engagés enseignent aux enfants les particularités de la flore régionale. Fallait y penser!

Pendant ce temps, soudé aux mamelles de l'État, le Mont Sainte-Anne, administré le plus gauchement du monde à même les fonds publics, se fait ravir sa clientèle par le Mont Tremblant et les gens d'affaires de la Côte de Beauport crient à la famine. La seule entreprise rentable du coin demeure la Basilique de Sainte-Anne. L'État a décidément beaucoup à apprendre!

J.-JACQUES SAMSON

## Votre Opinion

## Les priorités

Bravo! Monsieur Pierre Lafortune de Beauport pour votre excellent rappel des priorités que devraient respecter nos gouvernements face aux industries des sports qui paient à leurs joueurs des salaires qui font l'envie de ceux qui font réellement progresser notre peuple et qui ont peine à joindre les deux bouts. Souhaitons que votre opinion, parue dans LE SOLEIL du 30 avril dernier, sache sensibiliser un peu l'objectivité de nos politiciens qui leur fait tant défaut par les temps qui courent. Et nous, nous n'avons pas d'autre choix que de payer des impôts qui ne cessent d'augmenter et qui ne sont pas toujours investis là où ils devraient l'être.

Gilles Côté  
Beauport

## Jamais perdu!

Robert Marcell, après les maintes épreuves qu'il a connues, a réussi à s'en sortir à l'âge de 40 ans. Et il n'est pas le seul. Ayant vécu dans la drogue et la boisson, ayant visité quelques pénitenciers à la suite des nombreux délits qu'il a commis, aujourd'hui il remercie le Seigneur d'être encore en vie. Voici un bref résumé de l'article de Marco Fortier du SOLEIL, paru le mardi 26 avril 1994.

En tant que stagiaire au  
café-rencontre du centre-villeClaude Beaulieu  
Québec

et étudiante en techniques de travail social, c'est avec grand plaisir que j'ai lu cet article. J'étais à la fois fière et heureuse de lire quelques lignes dans un journal sur un endroit qui me tient autant à coeur. Je considère comme très important que toutes les couches de la population soient informées sur ce qui se vit et se fait dans des endroits semblables au café-rencontre centre-ville.

Ce sont des lieux de ce genre qui permettent à bien des gens de tout âge de s'en sortir. Pour plusieurs d'entre eux, c'est le seul endroit dans la journée où quelqu'un leur adresse la parole.

Des endroits comme le café-rencontre sont nécessaires et ont leur place dans notre société. Les démunis et les itinérants y trouvent refuge comme ceux qui retournent chez eux le soir après une journée de travail. C'est ici qu'ils retrouvent leurs seuls amis, qu'ils trouvent une certaine sécurité et un bien-être. Il ne faut pas être gêné de parler de ces gens et de tous les lieux semblables au café-rencontre.

Je dirais que plus les gens en parlent et communiquent entre eux, plus il y a de chances d'améliorer ces services et de trouver des solutions plus adéquates aux problèmes de ces gens. À tous ceux qui travaillent dans ces milieux-là, je leve mon chapeau. Et bravo!

## HAÏTI



BERTHO

## Un Parti libéral déraciné et mesquin

Le chef du Parti libéral du Canada a évoqué hier la vision quotidienne dont il jouit aux Communes de deux députés conservateurs, seuls dans leur coin. «Voilà ce qui arrive quand un gouvernement perd le contact avec la population», a prévenu Jean Chrétien.

Il a sans doute oublié combien il se sentait seul lui aussi, au milieu des neuf survivants québécois de l'hécatombe de 1984. Et qu'à son retour en politique en 1990, il s'est prudemment exilé en Acadie pour retrouver un siège aux Communes.

Pendant trois jours à Ottawa, la question du Québec n'a pas été banalisée: elle a été censurée, muselée, ridiculisée. «Le Parti libéral n'est pas intéressé à reprendre les batailles du passé, a dit le chef. Nous n'avons pas peur des idées nouvelles». Ah oui?

L'assemblée plénière du PLC a passé le sixième de son temps — près de 30 minutes — à débattre des droits des homosexuels. Tout en souhaitant la lutte contre la discrimination, les libéraux ne sont pas prêts à appuyer une loi reconnaissant le mariage ou l'union libre entre personnes du même sexe. Il faut dire qu'en ce premier jour de l'Année internationale de la famille, la proposition tombait plutôt mal!

Enfin, mais cela se passa sans débat et fut adopté à l'unanimité, le Parti libéral du Canada a ramené, dans le carnet des priorités du gouvernement, une résolution sur «le droit inhérent des peuples autochtones à l'autonomie politique» qui reprend, presque mot pour mot, les termes de l'Accord de Charlottetown.

Pour les futurs gouvernements autochtones, ce droit s'étend, «sans pour autant s'y limiter, à la culture, à la langue, à l'enseignement, à la santé, au développement social, aux ressources naturelles». On va même jus-

La chronique de  
Michel  
VASTEL

qu'à reconnaître la nécessité de «jury autochtones», une faveur qui n'est accordée à aucun autre groupe de la société canadienne, ni les femmes, ni les francophones de l'extérieur du Québec, ni les handicapés, ni que sais-je encore! «Il n'est pas question de rouvrir le dossier constitutionnel», a dit Jean Chrétien, laissant entendre que de tels transferts de pouvoir pourront se faire par arrangement administratif.

Tant mieux pour les autochtones qui ont su exploiter le sentiment de culpabilité du Canada anglais à leur égard. Mais il est bien des fédéralistes québécois qui se contenteraient de tels arrangements sur l'enseignement, la santé, le développement social, ou l'exploitation des ressources naturelles.

On ne mesurera donc jamais l'ouverture du Parti libéral du Canada au Québec puisqu'on n'en a pipé mot sauf pour rogner, résolution après résolution, le peu de compétences qu'il reste aux provinces. Les Québécois, pourtant présents en grand nombre à Ottawa, en seraient-ils revenus à leur consistance de pâtes alimentaires du début des années 1980? Ou les a-t-on censurés?

Il faut reconnaître que la réflexion sur les résolutions qui ont été amenées au congrès du week-end, a été entreprise en pleine euphorie électorale. De plus, les fédéralistes québécois sont frileux, particulièrement dans les institutions fédérales comme le Parti libéral: ils préfèrent ne rien exiger de peur qu'un autre refus du Canada anglais ne donne de nouvelles armes au Bloc québécois.

On nous avait dit qu'il y aurait de la place pour des résolutions d'urgence, ce dont les députés de Colombie-Britannique se sont prévalus pour exiger une révision de la carte électorale qui leur donnerait deux sièges de plus aux Communes aux prochaines élections. Or la fermeture du Collège militaire de Saint-Jean était connue après le dépôt du projet de loi C-18, mais on n'a pas vu de résolution sur un sujet qui fait pourtant l'unanimité de tous les Québécois, libéraux ou péquistes, souverainistes ou fédéralistes. Pas de résolution?

Au moins deux députés, qui ont passé le week-end à faire des pressions sur les ministres David Collenette et Marcel Massé en faveur du Collège militaire, ont formellement déclaré au SOLEIL qu'ils voulaient amener la question devant les députés du PLC. Ils se sont fait dire de se la fermer. Et ils se sont tus. Autant pour la présidente de la Commission politique, Céline Hervieux-Payette, qui nous a juré, la main sur le coeur, qu'il n'y avait pas eu de censure!

Finalement, les rares moments où les libéraux se sont animés à propos du Québec, ce fut quand Jean Chrétien a tourné en ridicule les souverainistes qui réclament le lancement d'un TGV entre Québec et Windsor. Les ouvriers et les ingénieurs de Bombardier ont apprécié...

Soucieux de tenir le Québec à sa place, le PLC est en voie de devenir un vrai «parti des Anglais»: il chronométrera même les interventions des francophones! LE SOLEIL a pris connaissance d'une note interne rédigée, en anglais seulement, à l'intention des animateurs et panelistes, recommandant qu'on ne dépasse pas 20 % d'échanges en français. Et hier, Jean Chrétien lui-même, après deux courtes questions de journalistes en français, a protesté: «Écoutez, on peut pas seulement en français... Euh, y'en a d'autres aussi...»

## Notes de Lecture

## Rwanda, Slovaquie, Bosnie, Haïti...

par  
Raymond  
GIROUX

Rwanda, Bosnie, Slovaquie, Haïti, et encore: pays baltes, Cuba, Ukraine et ainsi de suite. Qu'ont donc ces pays en commun? Une diaspora, une émigration libre ou forcée qui influence le cours des événements à partir de l'étranger.

D'où l'intérêt d'une série d'analyses sur les relations entre les migrations et la paix écrites par des experts américains et rassemblées dans *International Migration and Security*, sous la direction du politologue Myron Weiner, du Massachusetts Institute of Technology.

Deux conclusions majeures s'imposent, en apparence contradictoires mais qu'il faut justement éviter de mettre en contradiction sous peine de condamner l'humanité à l'inaction et à l'in-

différence face aux drames que vivent certaines nations.

D'abord, les crises contemporaines ne sortent pas d'une boîte à surprises quelconque. Le passé lointain ou plus récent contenait déjà tous les germes des bouleversements politiques en cours, même si les responsables politiques réagissent souvent avec la plus grande surprise.

Les migrations internationales ajoutent un facteur nouveau aux décisions politiques. La facilité pour chacun de conserver des liens avec la mère patrie et la capacité nouvelle des groupes de pression de s'agiter sur la scène publique jouent sur le déroulement des conflits.

Prenons le cas yougoslave. Le nettoyage ethnique pratiqué surtout par les Serbes s'inscrit dans un déplacement de population de longue durée, et la paix passera inévitablement par une acceptation par les communautés de démantèlements permanents.

La désintégration du pays, avant la guerre sauvage et sanguinaire, dure depuis une bonne génération. Sous la pression démographique des musulmans

(Bosniaques comme Albanais), les Serbes et les Croates sont montés tranquillement vers le nord du pays.

En 40 ans, la proportion de citoyens de foi islamique est passée de 10 à 19%. En soi, cela ne suffit pas à déclencher un conflit. Mais la conduite aberrante des leaders politiques serbes et croates, souligne l'un des experts, a fait déraiper le débat.

La présence d'une forte émigration croate en Allemagne, en outre, a accéléré le processus de décomposition. Car le gouvernement de Bonn, en partie pour garder la paix sociale sans doute, a vite reconnu la souveraineté des ex-républiques yougoslaves sans attendre de véritables garanties pour les minorités.

Le Rwanda, autre point brûlant de la planète, laisse percer ses secrets moins facilement. Mais là aussi, un phénomène de migrations assorti d'une interférence étrangère explique la crise en cours. Car les Tutsis jadis dominateurs ont dû quitter le pays par vagues successives pour échapper à la vengeance des Hutus majoritaires.

Le phénomène devient directement politique lorsqu'on sait que de cette émigration est sorti le président de l'Ouganda voisin, Yoweri Museveni, et que le Front populaire rwandais émane directement d'une présumée mutinerie de l'armée ougandaise. En fait, plusieurs en Afrique soupçonnent l'Ouganda de camoufler une invasion en un mouvement révolutionnaire.

Plus près de nous, les communautés est-européennes émigrées aux États-Unis et au Canada ont influencé directement la politique de ces deux pays envers leurs mères patries, encourageant au fond la dissolution de l'ex-URSS malgré le fait que les deux puissances nord-américaines n'y avaient aucun intérêt.

Ces études forcent finalement le lecteur à s'interroger sur les effets pervers de la non-intégration des immigrants et des politiques de multiculturalisme. Car le problème dépasse les frontières.

★ Weiner, Myron (directeur). *International Migration and Security*. Boulder, Colorado, Westview Press, 334 pages.



Des membres de la milice Interahamwe, accusés de tueries de masse, regardent par la fenêtre d'un immeuble qui tient lieu de prison et que dirigent les rebelles tutsis, à Musha, à une trentaine de kilomètres de la capitale rwandaise.

## Le Rwanda dominé par les bandits

KIGALI (Reuter, AFP) — Le principal axe routier tenu par les gouvernementaux et menant à Kigali est aux mains de bandes incontrôlées de miliciens titubant d'ivresse et brandissant grenades, coupe-coupe, gourdins, armes à feu et poignards.

Peu de véhicules s'aventurent sur cette « route de l'angoisse » où même les soldats de l'armée régulière rwandaise suent à grosses gouttes à la seule vue des barages routiers érigés par des miliciens particulièrement excités.

Ils font la loi, avec leur arsenal hétéroclite de grenades, de couteaux de cuisine ou de machettes qui frôlent le visage des automobilistes lorsqu'ils examinent à la loupe les passeports et laissez-passer officiels et fouillent à la baïonnette les effets personnels.

Pour les milices pro-gouvernementales, tout objet capable de frapper ou de déchirer est une arme — cela va du simple tournevis à l'impressionnant bâton hérissé de clous.

Leurs uniformes de bric et de broc vont du treillis militaire en guenilles au simple t-shirt en lambeaux, en passant par le survêtement maculé de sang et la blouse, plus très blanche, de médecin.

Les lunettes noires sont, naturellement, un accessoire très prisé.

Aux étrangers qui tentent de franchir ces barages, le bon sens et l'expérience commandent de sourire généreusement, de ne montrer surtout aucun signe de peur et de risquer quelques plaisanteries pour faire diversion. Quand on le fait rire, même le milicien le plus féroce peut parfois baisser la garde et vous laisser passer.

Ce n'est pas, hélas, toujours le cas. Beaucoup grommellent quelques mots incompréhensibles en Kinyarwanda, vous fixent d'un regard à faire froid dans le dos et, l'haleine empestant la bière, exi-

gent de l'argent. Jusqu'à ce qu'un nouvel arrivant, proie jugée plus facile, se présente.

Tout membre de l'ethnie Tutsie, minoritaire au Rwanda, est sûr de se faire massacrer si les miliciens le repèrent sur cette route, qui commande l'entrée sud-ouest de Kigali, ou s'il essaie de se mêler à des Hutus.

Des hommes armés non identifiés ont, par ailleurs, ouvert le feu

à Kigali, hier, sur le convoi dans lequel se trouvait l'ancien ministre français à l'Action humanitaire, Bernard Kouchner, mais les tirs n'ont pas fait de blessés, a indiqué un porte-parole des Nations unies. M. Kouchner et les autres responsables qui l'accompagnaient ont dû quitter leurs voitures et se mettre à l'abri pendant les tirs.

Après les massacres ethniques qui avaient transformé la capitale rwandaise en charnier, Kigali, aux trois quarts encerclée par les rebelles tutsis, vit maintenant une guerre d'usure, où seules les armes ont la parole.

## Mandela dément la rumeur de son retrait dans deux ans

JOHANNESBURG (AFP, Reuter) — Nelson Mandela, le nouveau président de l'Afrique du Sud, a démenti les informations publiées par le *Sunday Times* de Londres, hier, affirmant qu'il se retirerait au bout de deux ans.

Dans un communiqué, M. Mandela exprime son « mécontentement » à la suite de « l'information malveillante et totalement infondée » publiée par le *Sunday Times* et affirme son intention d'exécuter son mandat de cinq ans dans sa totalité.

Selon le journal, qui cite comme sources des membres du Congrès national africain (ANC), le président Mandela a fait « en privé allusion à son départ dès que la Constitution serait écrite et qu'il aurait surveillé les premiers pas du pays vers la réconciliation ».

Toujours selon le *Sunday Times*, « la détermination de M. Mandela à renoncer à son mandat bien avant les prochaines élections générales, a allumé une guerre d'influences au sein de l'ANC », qui a recueilli une victoire écrasante lors des premières élections multiraciales du mois dernier.

Le président Mandela a fustigé le *Sunday Times*, affirmant dans son communiqué que ces informations « n'étaient basées sur aucun fait réel, et n'étaient rien d'autre qu'un mensonge écrit avec l'intention de créer un climat d'incertitude autour du premier gouvernement sud-africain démocratiquement élu ».

M. Mandela a été investi chef de l'État, mardi dernier, devant un aréopage de personnalités du monde entier.

L'ANC et ses concurrents lors de ces élections — l'ancien parti gouvernemental, le Parti national (NP), et le Parti zoulou Inkatha — ont constitué un gouvernement d'unité nationale en place pour cinq ans.

### Week-end de 18 morts

Moins d'une semaine après la mise en place de ce gouvernement Mandela, de nouvelles violences

entre factions rivales ont fait 18 morts ces trois derniers jours en Afrique du Sud.

Les forces de sécurité font état de tensions dans les cités noires à l'est de Johannesburg, en particulier à Tokoza, où 12 personnes ont été massacrées, vendredi, et où un soldat a été abattu, hier, ainsi qu'au Kwazulu-Natal.

La plupart des violences de ce week-end semblent avoir opposé partisans de l'ANC de Nelson Mandela et de l'Inkatha de Mangosuthu Buthelezi, le ministre de l'Intérieur.

## Aden arme ses civils

SANAA (d'après Reuter) — Les autorités militaires sudistes ont annoncé, hier, que des armes étaient distribuées à la population civile d'Aden pour renforcer la défense de la capitale du sud du Yémen.

« Si les nordistes ne réussissent pas une percée dans les prochaines 48 heures, ils pourraient perdre la guerre parce que toutes leurs forces sont déjà engagées », a dit aux journalistes un colonel sudiste à une position située à 65 km au nord d'Aden.

Selon un expert pétrolier américain habitant Aden, l'armée a donné ces quatre derniers jours un fusil d'assaut AK-47 et quatre chargeurs à chaque civil.

Le président du parlement, Abdullah al-Ahmar, a déclaré dimanche qu'un missile Scud tiré par les Sudistes était tombé samedi soir à 15 km au nord de Sanaa, Qaa al-Rahbah, sans faire de blessé ou de dégât.

À Aden, un porte-parole mili-

taire des forces sudistes a affirmé que les partisans du vice-président Ali Salem al-Baidh avaient repoussé des offensives lancées sur deux fronts par les Nordistes, fidèles au président Ali Abdullah Saleh, qui tentent d'avancer vers une base militaire qui contrôle l'accès nord au port de la Mer rouge.

Il a précisé que les Nordistes poursuivaient leur progression à partir de Dhalea, situé à 110 km au nord d'Aden, et de Kurush, à 84 km au Nord-ouest.

La base militaire Al-Anad, située à 60 km au nord d'Aden, se trouve à la croisée des deux routes menant à ces villes.

**INCROYABLE 48%**

**Transmission automatique GRATUITE**  
sur toutes les Integra 1994 en inventaire

**LES VOITURES CONSTRUITES DE MAIN DE MAÎTRE!**

**ACURA Optima QUÉBEC**  
Voisin des Galeries de la Capitale  
4901, boul. des Galeries  
622-8180

**RÉSULTATS**  
loto-québec

**649**  
Tirage du 94-05-14

**8 22 29 42 46 48**  
Numéro complémentaire: 39

**Extra.**

NUMÉROS	LOTS
781947	100 000 \$
81947	1 000 \$
1947	250 \$
947	50 \$
47	10 \$
7	2 \$

**Panco** Tirage du 94-05-15

NUMÉROS	LOTS
2 10 12 20 22	
23 26 27 29 30	
39 44 46 48 56	
59 60 62 64 66	

Prochain tirage: 94-05-16

**TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec**

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

**AVIS**

Suite à la fermeture des  
**Opticiens Pierre Masson et Ass.**

tous les dossiers lunettes et verres de contact ont été transférés chez

**OPTICIEN Jacques Langlois**

LIMOULOU - 455, 3e Avenue 523-6690  
STE-FOY - 1113, rte de l'Église 659-3616  
MAIL CENTRE-VILLE - 400, St-Joseph 529-9351

**Lapointe**  
cliniques de denturologie

À quand remonte votre dernier **FACE à FACE** avec vous-même?

Consultez sans tarder un denturologiste chevronné des cliniques de denturologie Lapointe avant qu'il ne soit trop tard. Assistez à l'une de nos conférences gratuites sur les **implants dentaires**.

Appelez-nous maintenant!

Composez notre nom: **Lapointe**  
**527-6468**

Généraliste de l'ententeur composé sans frais le 1-800-353-0572

Lachine Montréal Québec  
Laval (Centre) Montréal Rivière-des-Prairies  
Longueuil (Centre) Montréal Ste-Marthe-sur-le-Lac  
L'Assommoir Montréal-Nord St-Constant  
Outremont (Centre) St-Hyacinthe

PROGRAMMES D'ASSURANCE ACCEPTÉS

**CONSULTATION GRATUITE**

Je réponds aux demandes d'information du public et coordonne les activités socio-culturelles locales auxquelles s'associe Hydro-Québec.

**j'ai le plaisir de contribuer à la vitalité de notre région au nom d'Hydro-Québec qui fête cette année ses 50 ans**

À Hydro-Québec, nous avons pris de l'expérience avec les années. Mais nous restons jeunes pour mieux vous servir. Et nous y mettons toute notre énergie.

Pour tout renseignement, appelez-nous au 1-800 ÉNERGIE.

**Pierre Saint-Gelais**  
Agent d'information  
Région Montmorency

**Hydro-Québec**

**Le meilleur de nous-mêmes**

*30 ans d'énergie*

# Place au service

## À LA CLIENTÈLE

### TOUT NOUVEAU POUR FACILITER VOTRE MAGASINAGE

Un besoin particulier, un problème, une urgence... Place Laurier vous offre désormais toute une gamme de services regroupés dans un même local.

- Vestiaire
- Emballage-cadeaux
- Consigne pour colis
- Pièce pour allaitement
- Prêt de chaises roulantes
- Table à langer
- Prêt de poussettes
- Salle de repos
- Suggestions de cadeaux
- Achat de chèques-cadeaux
- Et plus encore...

PORTE 4A - MAIL TOYS "R" US

Ouvert aux mêmes heures que le centre commercial.



PLACE  
LAURIER

PLACE AUX IDÉES

ILLIMITÉES

L'À BAIE, SEARS, SPORTS EXPERTS, TOYS'R'US, WISE, ZELLERS ET 350 BOUTIQUES, DONT LA HALTE-BOUFFE AU 3<sup>ÈME</sup> ÉTAGE.